

<b><u>SOMMAIRE</u></b>
<b>MULTILATERAL.....2</b>
<b>Échos onusiens .....2</b>
<b>PAYS.....3</b>
<b>Nucléaire.....3</b>
<b>Biologique.....4</b>
<b>Chimique.....4</b>
<b>Missiles.....4</b>
<b>CRISES.....5</b>
<b>MISCELLANÉES.....6</b>
<b>RECHERCHE.....7</b>
<b>Séminaires.....8</b>
<b>Agenda.....8</b>

## CHRONIQUE

### La posture russe en matière de sécurité : que veut le président Poutine ?

par Bernard SITT, directeur du CESIM

Nous nous interrogeons en mars dernier dans ces colonnes sur le durcissement de la rhétorique russe en réponse à la poursuite du projet américain de défense antimissile en Europe, et les risques de voir en émerger une nouvelle guerre froide. Il est de fait qu'au cours de ces six derniers mois, la situation n'a cessé d'empirer, en ce sens que Moscou semble adopter des positions de plus en plus dures sur tous les dossiers stratégiques sensibles, auxquels ce numéro de l'Observatoire consacre quelques brèves analyses :

- Poursuite du désarmement chimique russe dans un contexte de controverse sur les conditions de l'aide économique internationale (page 4) ;
- Maintien de la tension dans les débats sur la défense antimissile américaine en Europe (page 4) ;
- Reprise des vols de bombardiers stratégiques russes pour des raisons « de sécurité » (page 4) ;
- Annonce de la suspension de l'application du traité FCE adapté (page 6).

Seul le programme *Cooperative Threat Reduction* (CTR) semble à l'abri des mises en cause, encore que le soutien budgétaire américain pour 2008 s'oriente à la baisse (page 2).

La principale pomme de discorde est la défense antimissile en Europe, et l'impasse semble aujourd'hui totale, entre l'obstination de Washington à la déployer et l'obstination de Moscou à l'afficher comme une menace directe et à s'y opposer par tous les moyens, quitte à mettre en cause au passage la stabilité en Europe.

Les arguments américains sur le sujet, convaincants ou non, sont bien connus et abondamment analysés. Mais on ne peut pas en dire autant des arguments russes. Personne ne peut sérieusement croire que les missiles américains (s'ils ont effectivement les capacités projetées) constitueraient une mise en cause de la dissuasion russe, et il nous paraît probable que les motivations du président Poutine sont ailleurs. Son interview à la veille du G8, le 4 juin dernier, dans un organe de la presse quotidienne française laisse une impression quelque peu surréaliste. Peut-on sans rire à la fois invoquer les mannes de Gandhi et se déclarer prêt pour une nouvelle querelle des euromissiles ? Doit-on aller jusqu'à envisager une nouvelle prise en otage du théâtre européen ? Et pourquoi le ministre des affaires étrangères S. Lavrov a-t-il déclaré début septembre que la Russie avait des lignes rouges non négociables (essentiellement la défense antimissile et le statut du Kosovo) dès lors qu'il y avait des menaces réelles à sa sécurité nationale et à l'ordre international ? Tout cet affichage est clairement celui d'une puissance inquiète qui veut compter et se poser en arbitre de la stabilité globale. Fort bien, mais la Russie dispose pour cela d'autres atouts et pourrait user d'arguments moins provocateurs.

L'on se doit d'être optimiste et d'espérer une sortie de crise sans dommages (évidemment, Washington y jouera un rôle déterminant). Mais l'on ne peut s'empêcher de se remémorer, dans ce contexte, le sixième scénario du livre blanc sur la défense de 1994, celui de la résurgence d'une menace majeure contre l'Europe occidentale... La commission du nouveau livre blanc sur la défense et la sécurité nationale ne manquera certainement pas d'y réfléchir.

*« Tout cet affichage est clairement celui d'une puissance inquiète qui veut compter et se poser en arbitre de la stabilité globale. La Russie dispose pour cela d'autres atouts et pourrait user d'arguments moins provocateurs. »*

## MULTILATERAL et NOUVELLES INITIATIVES

### Le programme CTR a 15 ans

Dans un discours prononcé fin août à l'occasion des 15 ans du Programme *Cooperative Threat Reduction* initié en 1992 par les sénateurs R. Lugar et S. Nunn, le président Bush a fait l'éloge du dispositif et indiqué trois pistes de développement non limitées aux territoires de l'ancienne URSS: la sécurisation des agents pathogènes dangereux, la détection du déclenchement d'épidémies et l'amélioration des contrôles à l'exportation.

Le soutien de l'exécutif américain semble néanmoins problématique: les budgets pour 2008 s'orientent à la baisse, le désarmement chimique russe a récemment été critiqué pour sa lenteur, tout comme l'ensemble des activités de réduction de la menace en Russie pour leur opacité.

Au même moment, R. Lugar et S. Nunn en tournée dans l'ex-URSS ont exhorté le président des États-Unis à suspendre son projet de défense antimissile en Europe et à envisager une suite au Traité START I au-delà de son terme en décembre 2009 (informations complémentaires page 4).

### La Secure Freight Initiative s'étend à Honk Kong

Les États-Unis ont conclu cet été un accord de coopération avec Hong Kong qui permettra au port international de participer à la *Secure Freight Initiative* (SFI).

Lancée aux États-Unis en décembre 2006 par les départements de l'énergie (DOE), de la sécurité intérieure (DHS) et le département d'État, la SFI est un programme visant à prévenir l'utilisation terroriste de conteneurs maritimes pour véhiculer des engins et matières nucléaires ou radiologiques. Il s'agit de soumettre les conteneurs maritimes à destination des États-Unis à une détection des radiations et à un examen par rayons X. Il s'agit aussi d'améliorer l'intégration des données recueillies entre les ports équipés et la *Customs and Border Protection Agency* (CBP) du DHS.

Initialement, six pays étrangers qui participent à la *Container Security Initiative* (CSI) - dont la SFI est présentée outre-atlantique comme un prolongement— ont déjà accueilli le système à titre pilote: Pakistan, Honduras, Royaume-Uni, Sultanat d'Oman, République de Corée, Singapour. La seule participation de Hong Kong permettrait l'examen non intrusif de 10% des conteneurs maritimes débarqués sur le sol américain chaque année.

La SFI donne corps à l'une des dispositions du SAFE Port Act (*Security and Accountability For Every Port Act*) adopté par le Congrès américain en septembre 2006, qui autorise 3,4 milliards de dollars en dépenses de sécurité portuaire sur cinq ans. Objectif affiché par l'exécutif: 100% du chargement maritime à destination des États-Unis doit pouvoir être contrôlé aux ports de chargement, une exigence qui fait débat à Washington (lire article p.6). Pour l'heure, la SFI est en phase d'évaluation.



Hiroshima, 6 août 1945. Photo # 64723 UN/Mitsuo Matsushige

« Nuclear proliferation is one of the most pressing problems confronting our world. Tens of thousands of nuclear weapons remain, many of them on 'hair-trigger' alert. The emergence of a nuclear black market and attempts by terrorists to acquire nuclear weapons and materials have compounded the nuclear threat. (...) We must do all we can to turn back the tide of nuclear proliferation (...). »

Sergio de Queiroz Duarte au nom de Ban Ki-Moon, Cérémonie commémorative au Mémorial de la Paix, Hiroshima, 6 août 2007

### CIAB : l'Unité de soutien à la mise en œuvre de la Convention a été inaugurée

On se souvient que la sixième Conférence d'examen de la Convention d'interdiction des armes biologiques (CIAB) tenue au mois de décembre 2006 avait reconduit ce qu'il est convenu d'appeler le processus intersessionnel (voir ONP N°12).

Celui-ci avait été lancé en 2002 suite à l'échec des négociations sur un protocole de vérification de la Convention, pour permettre notamment la tenue d'une réunion annuelle d'experts entre chaque session d'examen. La dernière a eu lieu à Genève du 20 au 24 août 2007. Les membres de 90 États parties ont abordé les questions de l'amélioration de la mise en œuvre nationale de la Convention et de la coopération régionale.

Parmi les principaux résultats de la réunion, figurent la nécessité d'adapter la mise en œuvre aux contextes nationaux, d'assister les États qui en expriment le besoin et de faire usage de la nouvelle Unité de soutien à la mise en œuvre de la Convention, décidée à la sixième Conférence et inaugurée le 20 août. Basée à Genève, cette structure de coordination a essentiellement pour tâche de faciliter la communication entre les parties et de centraliser l'information relative aux mesures de confiance. La substance de son mandat semble donc très inspirée de celle du Comité 1540. Censée servir de base à la réunion des États parties à la CIAB qui doit se tenir en décembre 2007, cette rencontre d'experts laisse augurer un événement prudent et mesuré.

Quatre nouveaux États ont ratifié la CIAB depuis décembre 2006 : Trinidad et Tobago, Monténégro, Kazakhstan et Gabon, portant leur nombre total à 159. Vingt et un États ne sont pas encore parties à la Convention. Six d'entre eux ne l'ont pas signée.

### ECHOS ONUISIENS

Le nouveau Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies à New York, S.E.M. Jean-Maurice Ripert, a pris ses fonctions en août. Précédemment Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies à Genève, il a été remplacé à ce poste par S.E.M. Jean-Baptiste Mattei.



Jean-Maurice Ripert et Ban Ki-Moon  
Photo # 150503 UN Photo/Evan Schneider

## ENJEUX PAYS : NUCLEAIRE

### INDE — ETATS-UNIS

#### **L'accord de coopération nucléaire entre l'Inde et les Etats-Unis a été signé**

Deux ans après l'annonce par les Etats-Unis de leur volonté de renouer la coopération nucléaire civile avec l'Inde (voir ONP N° 12, N°17), un accord a été signé entre les deux pays le 27 juillet 2007. Depuis, « l'accord de coopération concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique » est également baptisé « accord 123 », du nom de la section de l'*Atomic Energy Act* américain qui encadre la conduite de la coopération nucléaire des Etats-Unis. Il est prévu pour rester en vigueur 40 ans (art. 16).

Ce texte de 22 pages et 17 articles est apparu comme un succès de la délégation indienne. Celle-ci semble avoir eu gain de cause sur deux principaux points qui faisaient jusqu'alors obstacle à l'accord bilatéral.

Il s'agit d'abord du droit des Etats-Unis à mettre fin à leur coopération et à récupérer matières et équipements fournis au titre de l'accord, en cas de reprise des essais nucléaires par l'Inde. L'accord 123 ne mentionne pas ce droit. Pour autant, le sous-secrétaire d'Etat Nicholas Burn a depuis commenté ce point en des termes qui le rendent on ne peut plus ambigu : « *The American President under our Atomic Energy Act has the right to ask for a return of nuclear fuel and nuclear technologies if there is a test.* » Cette ambiguïté nourrit désormais le débat en Inde (voir ci-contre).

Il s'agit ensuite du retraitement indien du combustible usagé d'origine américaine. L'accord en fournit le droit à l'Inde, sous couvert de la construction d'une installation « dédiée au retraitement des matières nucléaires sous garanties de l'AIEA » (art.6). Cette formulation compliquée a été vue comme allant au-delà de ce qui est permis au Japon et aux États membres de l'EURATOM.

Par ailleurs, la délégation indienne a obtenu le soutien des Etats-Unis pour la constitution d'une réserve stratégique de combustible en cas d'interruption de fourniture tout au long de la durée de vie des réacteurs indiens (art. 5).

Au total, l'accord 123 formalise ce qu'il faut bien appeler un régime d'exception selon les propres termes de N. Burns, qui le présente comme une garantie de sécurité et non comme un facteur de fragilisation de l'édifice global de non-prolifération : « *I can assure you that the United States is not going to suggest a similar deal with any other country in the world. We've always felt of India as an exception.* » Always?

#### **Prochaines étapes**

Volontiers qualifié « d'historique » en Inde comme aux États-Unis, l'accord 123 n'est pas encore en vigueur.

L'Inde doit dans un premier temps convenir d'un accord de garanties avec l'AIEA, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence. Ensuite, les 45 États membres du Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG) devront approuver par consensus les entorses aux directives du régime qu'implique l'accord indo-américain (celui-ci met à mal la règle du « contrôle intégral », puisque l'Inde n'est pas censée placer, aux termes de l'accord, la totalité de ses réacteurs nucléaires sous garantie de l'AIEA mais seulement 64%, soit 14 réacteurs sur 22, les huit derniers étant désignés comme réacteurs militaires). Une réunion du groupe consultatif du NSG est prévue à Vienne cet automne. Enfin, le Congrès des États-Unis doit ratifier l'accord quand ces deux étapes auront été franchies.

#### **Le débat politique indien**

La signature de l'accord 123 a été accueillie en Inde par un débat virulent entre le Parti du Congrès et les nationalistes de l'opposition rejoints par les quatre partis communistes membres de la coalition gouvernementale au pouvoir. Les 60 sièges communistes au Parlement permettent à celle-ci d'être majoritaire.

Principal grief : les risques supposés que le récent accord fait peser sur la souveraineté nationale en matière stratégique. Au cœur du débat figure la question de l'exemption des restrictions américaines au commerce nucléaire civil avec l'Inde en cas de reprise des essais par New Delhi.

Plus largement, le gouvernement s'est vu reprocher son empressement et son obstination à conclure un accord sans avoir au préalable lancé un débat national sur le sujet. Pour le secrétaire général du Parti communiste indien (CPI – Marxiste) Prakash Karat, « *We are not asking the government to abandon the deal. We just want the government to wait for some time.* ». Les Etats-Unis ont prévenu en août qu'il n'y aurait pas de renégociation.

#### **États-Unis: « Maintenir la dissuasion au 21<sup>e</sup> siècle »**

Le programme *Reliable Replacement Warhead* (RRW) soutenu par l'administration Bush n'a pas les faveurs du Congrès. Fondé sur la conception de nouvelles têtes nucléaires, il est présenté comme le meilleur moyen d'assurer la durabilité, la sûreté, la sécurité et la fiabilité de l'arsenal américain. A l'étude depuis 2005 par le département de l'Énergie, celui-ci demande depuis le début de l'année une enveloppe de 88 millions de dollars pour

permettre le lancement en 2008 d'une phase de développement. La Chambre des représentants a rejeté la demande avant l'été, jugeant celle-ci prématurée.

Les secrétaires d'État, à la Défense et à l'Énergie sont revenus à la charge en présentant fin juillet au Congrès un document intitulé « *National Security and Nuclear Weapons : Maintaining Deterrence in the 21st Century* » : le rôle des armes nucléaires dans la doctrine mixte de la « nouvelle triade » stratégique reste essentiel. Ensuite,

afin d'atteindre les niveaux promis de 1700 – 2200 têtes nucléaires sans affecter la crédibilité de la dissuasion ni avoir à procéder à de nouveaux essais, le programme RRW est présenté comme nécessaire.

L'argumentaire technico-stratégique n'a pas séduit le Congrès. Celui-ci demande au préalable la formulation d'un document de doctrine convaincant et semble pour cela vouloir attendre la future administration en place après 2008.

## ENJEUX PAYS : BIOLOGIQUE, CHIMIQUE, MISSILES

### BIOLOGIQUE / CHIMIQUE

#### **Russie: le désarmement chimique se poursuit dans un contexte tendu**

Un an après la mise en service du site de Maradykovsky où doivent être détruits près de 7000 tonnes d'agents chimiques de qualité militaire, soit 17,4% de ses réserves totales déclarées à l'OIAC (voir ONP N°11), la Russie entend respecter les délais de destruction accordés par la Conférence des États parties à la Haye en décembre 2006: élimination de 45% du stock déclaré pour la fin 2009, 100% pour 2012.

Au mois d'avril 2007, le directeur de l'agence fédérale de l'Industrie, le général Viktor I. Kholstov, avait salué l'aboutissement d'une première phase de destruction correspondant à 20% du stock. Aujourd'hui, les officiels russes disent en avoir détruit 28%. Il s'agirait en l'état du double de ce qui avait été réalisé l'année dernière à la même époque. En tout état de cause, le rythme des éliminations semble bien s'être accru alors que quatre sites de destruction sur sept ne sont pas encore opérationnels: Pochep, Leonidovka, Shchuchye et Kizner. Les trois premiers doivent ouvrir en 2008 et le dernier en 2009.

Il reste que les responsables russes tempèrent leur confiance par des critiques récurrentes sur l'effectivité de l'aide promise dans le cadre des divers programmes de destruction (18 États aujourd'hui participent via une assistance bilatérale, le Partenariat global du G8, les programmes CTR aux États-Unis). « Seulement » un cinquième des 2 milliards de dollars promis pour l'aide au désarmement chimique aurait été versé, quand V. Kholstov demande aujourd'hui le versement de la totalité pour 2008. En 2006, le même V. Kholstov avait prévenu: « *If funding is provided (...) within the required timeframe, then the Russian Federation will perform its obligations.* » Principaux partenaires, les États-Unis expriment de leur côté des doutes quant au respect du calendrier par la Russie, mais refusent d'en partager la responsabilité.



Drapeau de l'OIAC. Crédit photo: OIAC

#### **L'Albanie a détruit ses armes chimiques**

État partie à la CIAC ayant déclaré posséder un stock d'armes chimiques à l'instar de la Russie, des États-Unis, de l'Inde, de la Corée du sud et de la Libye, l'Albanie est le premier à avoir détruit la totalité de son stock, soit près de 17 tonnes d'agents chimiques de qualité militaire. Confirmé par l'OIAC en juillet, ce résultat a été obtenu grâce à l'aide apportée par le Programme Nunn-Lugar à hauteur de 50 millions de dollars, ainsi que par la Grèce, la Suisse et l'Italie.

Mardi 28 août, le Centre Carnegie de Moscou et le PIR Center ont organisé une table ronde sur les 15 années du programme CTR en présence de S. Nunn et R. Lugar. Les résultats sont disponibles sur le site Internet de la Carnegie: <http://www.carnegieendowment.org/events/index.cfm?fa=eventDetail&id=1041&&prog=zgp,zru&proj=znp>

### MISSILES et autres vecteurs

#### **Russie: reprise des vols de bombardiers stratégiques**

Annoncée au mois d'août par V. Poutine, la reprise des vols de bombardiers stratégiques « sur une base permanente » a été suivie de nombreux commentaires officiels.

Il s'agit pour le Président russe d'une décision de sécurité (« *Other states long distance strategic patrol flights have created certain problems for national security* »). Pour Sergueï Ivanov, vice-premier ministre, ce ne saurait pourtant être le signe d'un retour à la Guerre froide (« *This has nothing to do with 'bloc mentality'* »). Pour le général Androssov, commandant de l'aviation stratégique, ces patrouilles valent surtout pour leur qualité d'entraînement nécessaire aux pilotes russes.

Les bombardiers seront-ils équipés de missiles nucléaires? Certains officiers qui se sont exprimés sur le sujet parlent de « missiles d'entraînement ». D'autres évoquent des équipements conformes aux missions prévues, ou encore de patrouilles en « état d'alerte ».

Au total, l'expression officielle russe semble bien cultiver l'ambiguïté. C'est le propre d'une posture ou, à tout le moins, d'un discours stratégique.

### Défense antimissile en Europe

Pour le Secrétaire général de l'OTAN Jaap de Hoop Scheffer, qui s'est exprimé début septembre sur la défense antimissile en Europe, le positionnement russe invite à l'optimisme du fait qu'il semble reconnaître l'existence d'une menace à sa périphérie et qu'il indique une recherche de solutions pragmatiques. Les événements de l'été ne vont pourtant pas dans le sens de cette analyse.

Suite à une visite en République tchèque du chef d'état-major russe des armées le général Iouri Balouïevski, le vice ministre de la défense Martin Bartak a annoncé qu'aucune décision ne serait prise avant 2008 sur le projet des États-Unis visant à installer un radar sur le territoire du pays. De leur côté, les Russes ont fait savoir plusieurs fois qu'ils campent sur une volonté d'abandon total du projet par Washington et qu'ils souhaitent pour cela gagner du temps.

Une réunion entre les ministres russes et américains de la défense et des affaires étrangères est prévue pour le mois d'octobre. Son objet: « les résultats du travail des experts sur les propositions du président Poutine » [NDLR l'utilisation commune du radar russe de Gabala en Azerbaïdjan et d'Armavir au sud de la Russie]. Or le directeur de l'agence de défense antimissile américaine le général Obering a publiquement rejeté la proposition russe au mois d'août, invoquant des raisons d'efficacité opérationnelle.

## REGLEMENT DES CRISES

### IRAN

#### **Rapport de l'AIEA et menaces de sanctions au Conseil de sécurité**

Réuni début septembre, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a été précédé par la publication d'un Rapport attendu du directeur de l'Agence sur la « mise en œuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran ». Le précédent rapport datait du 23 mai 2007.

Ce document fait état de la conclusion d'un plan de travail entre l'Iran et l'AIEA afin de résoudre les questions en suspens sur l'historique du programme nucléaire iranien, d'ici décembre 2007, selon un calendrier et des procédures particulièrement pointilleuses. Ensuite, il affirme que sont réglées les questions concernant d'une part les expériences de séparation de plutonium menées au réacteur de recherche de Téhéran et d'autre part la contamination par des particules d'Uranium hautement enrichi (UHE) d'échantillons prélevés sur des conteneurs de combustibles usés. Le rapport souligne toutefois que « l'Agence reste dans l'incapacité de vérifier certains aspects concernant la portée et la nature du programme nucléaire iranien. »

M. ElBaradei a présenté son rapport en l'accompagnant de commentaires optimistes et en répétant son appel à une « double suspension » (« *double time-out* ») des activités d'enrichissement par l'Iran et des sanctions par la communauté internationale. Cet appel intervient précisément alors qu'une résolution sur de nouvelles sanctions, appelée de leurs vœux par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, pourrait être votée par le Conseil de sécurité au mois de septembre.

[http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2007/French/gov2007-48\\_fr.pdf](http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2007/French/gov2007-48_fr.pdf)



Recueil d'échantillons par un inspecteur de l'AIEA. Photo : Pavlicek/AIEA

#### **La crise nucléaire iranienne vue de l'Élysée**

Au cours de son premier grand discours de politique étrangère prononcé lundi 27 août devant la Conférence annuelle des ambassadeurs, le président Sarkozy, qui s'était déjà brièvement exprimé en juillet sur la dissuasion nucléaire française (voir ONP N°18), a précisé dans quels termes il percevait la crise nucléaire iranienne.

Abordée dans la deuxième moitié de son discours, et présentée dans le cadre de « la menace d'une confrontation entre l'Islam et l'Occident » (« nous aurions tort d'en sous-estimer la possibilité »), la crise nucléaire iranienne a été qualifiée de « crise la plus grave qui pèse aujourd'hui sur l'ordre international. » Le président s'y est pourtant peu étendu mais dans des termes fermes : « Les paramètres en sont connus ; je n'y reviens pas, sinon pour réaffirmer qu'un Iran doté de l'arme nucléaire est pour moi inacceptable, et souligner l'entière détermination de la France dans la démarche actuelle alliant sanctions croissantes mais aussi ouverture si l'Iran fait le choix de respecter ses obligations. Cette démarche est la seule qui puisse nous permettre d'échapper à une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran. »

« C'est la première fois qu'un chef d'État européen évoque aussi explicitement le dilemme auquel nous devons faire face si les tentatives pour faire céder Téhéran ne marchent pas », a estimé François Heisbourg (*Libération*, 28/08/07). Selon lui néanmoins, le discours présidentiel ne constitue pas de véritable rupture sur le fond. Réagissant le lendemain mardi 28 août, le président iranien a semble-t-il été frappé par l'alternative, faisant mine d'en minimiser les termes : « *He is still inexperienced, meaning that maybe he does not really understand the meaning of his own words.* » Par ailleurs, la presse anglo-saxonne a largement commenté le changement de ton : « *Sarkozy speech signals French diplomatic shift* » (*The Guardian*), « *French Leader Raises Possibility of Force in Iran* » (*The New York Times*). De telles perceptions sont éloquentes : ce qui aurait pu apparaître comme une synthèse ouverte des différents scénarios en présence n'a pas manqué d'être réduit à son terme le plus inavouable. Est-ce le propre de cette crise ou d'un discours à vocation stratégique ?

### COREE DU NORD

#### **Avancées et confusions**

Vu depuis l'AIEA, le dossier nord-coréen a continué d'avancer cet été après la venue sur place d'une équipe de l'Agence chargée de mettre en œuvre l'arrangement relatif à la surveillance et à la vérification conclu en juin. L'Agence a confirmé le 17 juillet la fermeture des installations de Yongbyon et mis en place des mesures de surveillance et de vérification sur site « avec la coopération de la Corée du nord » (dispositifs de confinement/surveillance). La mise à l'ar-

rêt des installations de Yongbyon peut donc sembler acquise.

Par ailleurs, à l'issue d'une rencontre entre responsables américains et nord-coréens à Genève début septembre, le négociateur américain Christopher Hill a déclaré : « Une chose sur laquelle nous nous sommes mis d'accord est que la RPDC fournira une déclaration complète de tous ses programmes nucléaires et démantèlera ses programmes nucléaires d'ici la fin de cette année 2007. » La rencontre de Genève était censée préparer les prochains pourparlers à six prévus à Pékin pour le 19 septembre, au cours

desquels il doit être question de la constitution d'un plan de travail pour mettre en œuvre cette nouvelle étape. Mais la Chine a annoncé lundi 17 septembre un report *sine die* de la réunion sans en expliquer les raisons.

Enfin, la rencontre de Genève a été marquée par une déclaration de la Corée du nord selon laquelle le pays allait être rayé de la liste américaine des États soutenant le terrorisme, au grand dam de la partie japonaise. Les États-Unis ont tout de suite nuancé le propos, évoquant simplement « de bonnes discussions » sur le sujet.

## MISCELLANÉES

### Le traité FCE en question



Anatoly Antonov, Chef de la délégation russe à la Conférence extraordinaire d'examen du traité FCE, Vienne, 12 juin 2007 (OSCE/Mikhail Evstafiev)

Annoncée mi-juillet, « la suspension de l'application par la Fédération de Russie du traité sur les forces conventionnelles en Europe [FCE] et des accords qui lui sont liés » n'est une surprise que par sa forme.

Sept années après la signature du traité

adapté, accord qui avait pris acte de la disparition du Pacte de Varsovie et fondé la comptabilité des armements sur une base nationale, celui-ci n'est toujours pas entré en vigueur. La Russie reproche aux pays de l'OTAN de ne pas le ratifier. A l'inverse, ceux-là conditionnent leur ratification au respect des engagements sur le retrait des forces russes stationnées dans les Républiques de Géorgie et de Moldavie, pris au Sommet d'Istanbul de 1999. Depuis, la menace russe de sortir du traité FCE est récurrente, alors que l'instrument est présenté par les pays membres de l'Alliance atlantique comme « la pierre angulaire » de la sécurité sur le continent européen.

Tout comme la troisième Conférence

d'examen du traité en 2006, la Conférence d'examen extraordinaire convoquée à la demande de la Russie en juin 2007 n'a su donner lieu à l'adoption d'un document final.

Faut-il voir dans cet échec prévisible un prétexte à la sortie formelle qui a suivi? Quelle est au juste cette forme? Vladimir Poutine a annoncé sa décision de « suspendre » l'application du traité en Russie. Il ne se réfère en cela à aucune disposition du texte, qui ne traite que des conditions de retrait (article 19). Celles-ci doivent de surcroît être liées à la survenue « d'événements extraordinaires » qu'au demeurant on ne distingue pas aujourd'hui.

### L'Inde adopte de nouvelles normes pour restreindre la prolifération

Si la finalisation de l'accord bilatéral entre Washington et New Delhi s'accompagne de la surprenante concession américaine de transférer la technologie d'enrichissement et de retraitement au nouveau partenaire stratégique, la levée des restrictions de 1974 coïncide également avec un nouvel effort des autorités indiennes pour mettre en place des contrôles à l'exportation plus stricts, censés prévenir les risques de prolifération.

Se conformant aux standards du Groupe Australie, New Delhi s'apprête notamment à introduire un système de licences renforçant la surveillance sur 24 produits chimiques à double usage. Visant parallèlement à satisfaire les clients d'une industrie nationale florissante, l'initiative s'ajoute au plan récent du gouvernement Singh pour autoriser l'interception de toute cargaison suspecte à la frontière du pays.

De récentes discussions bilatérales sur les progrès de l'Inde en matière d'harmonisation réglementaire avec les directives du NSG et du MTCR ont aussi abordé la question de la mise à jour de la liste indienne de contrôle à l'exportation SCOMET (Special Chemicals, Organisms, Materials, Equipment and Technology) et son alignement sur les principes de Wassenaar.

Dans un contexte tendu où un veto chinois potentiel plane encore sur l'adaptation des règles du Club des Fournisseurs Nucléaires, la multiplication de gestes de bonne volonté du gouvernement indien semble inspirée d'un désir de prouver le bien fondé de son statut d'État « digne de confiance » et de justifier *ex-post* la création d'un « double standard ». Parallèlement, New Delhi pourrait aussi chercher à gagner plus de légitimité aux yeux des ENDAN, à travers une attitude responsable confirmant sa « bonne réputation ».

### La Libye a adopté la Convention contre le terrorisme nucléaire

Trois semaines après l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (7 juillet 2007, voir ONP N°18), la Libye a annoncé avoir adopté l'instrument. Présenté comme un signe de renoncement à l'arme nucléaire et de participation à la lutte contre la prolifération, ce geste intervenu quelques jours après la signature d'un accord de coopération sur le nucléaire civil avec la France vaut largement pour son effet d'annonce. En effet, le discours libyen sur cette Convention a longtemps été très critique, au motif que celle-ci était potentiellement discriminante.

### Différend entre le DHS et la Maison Blanche sur le contrôle des chargements maritimes

Le Secrétaire du *Department of Homeland Security* (DHS) s'est récemment félicité de la progression du balayage par scanners des chargements maritimes à destination des Etats-Unis. Par la même occasion, Michael Chertoff a souligné les avancées de la *Container Security Initiative* (CSI), dont les dispositions sont désormais opérationnelles dans 58 ports internationaux. Cette déclaration intervient alors qu'une loi adoptée par une écrasante majorité au Congrès et au Sénat donne cinq ans au DHS pour s'assurer que 100 % des cargos en direction des Etats-Unis soient contrôlés avant leur chargement dans des ports étrangers.

Présentée par les Démocrates comme la réalisation de leur promesse électorale d'assurer la mise en œuvre des recommandations de la Commission du 11 Septembre, la loi a également rencontré des échos favorables du côté Républicain. Prévoyant en outre le contrôle (et non l'inspection physique) du fret par avion, le texte a finalement été signé par G. Bush le 3 août 2007.

En revanche, M. Chertoff s'est montré très critique à l'égard de cette législation, soutenu par la Chambre de commerce américaine, qui a précédemment manifesté son mécontentement dans une lettre de protestation au Congrès. S'intéressant aux aspects techniques de la mesure, le Secrétaire du DHS a estimé qu'elle pourrait ralentir sensiblement la chaîne d'approvisionnement et bloquer toute l'activité portuaire.

## RECHERCHE : PUBLICATIONS ET RESSOURCES WEB

« **China's Military Space Strategy** », Ashley J. Tellis, *Survival*, septembre 2007

« *Senior Associate* » à la *Carnegie Endowment for International Peace*, Ashley J. Tellis réfute l'argument selon lequel les déclarations confuses de Pékin suivant l'essai réussi d'une arme antisatellite le 11 janvier 2007 indiquerait un manque de communication entre les autorités politiques et militaires chinoises, voire l'ignorance de la direction du Politburo.

Rappelant l'importance des investissements chinois dans le développement de capacités anti-spatiales et refusant de voir l'essai comme un « cri du cœur » destiné à ramener les Etats-Unis à la table de négociations sur un traité interdisant la militarisation de l'espace, A. Tellis interprète le programme chinois comme l'expression d'une stratégie réfléchie et délibérée pour contrer la domination américaine. Conscient de la supériorité conventionnelle de Washington, Pékin suivrait ainsi une stratégie asymétrique permettant au faible de vaincre le fort dans un contexte où la confrontation reste considérée comme une option possible (prévention d'une sécession taiwanaise, rivalité géopolitique). Du fait que les capacités spatiales incluent un réseau complexe de C4I qui constitue l'élément de supériorité, mais également de vulnérabilité américaine, la Chine chercherait à viser le talon d'Achille de son adversaire.

Présentant les intérêts vitaux chinois comme foncièrement opposés à la conclusion d'un traité qui préserve la supériorité américaine actuelle, A. Tellis brise tous les espoirs des théoriciens de l'*arms control*, en suggérant que Washington n'a pas d'autre choix que d'entrer dans une course aux armements qui augmenterait considérablement le coût de la stratégie chinoise et dissuaderait toute attaque asymétrique.

**Lire aussi :** « Les ambitions spatiales chinoises », Joan Johnson-Freeze, *IFRI Proliferation Papers*, n°18

### Un nouveau site Internet sur l'éducation au désarmement



Photo: # 31385  
UN Photo/Arifolus Tovanana

Le 1<sup>er</sup> août 2007, l'ONU a lancé un site Internet dédié à l'éducation au désarmement. Cette nouvelle ressource électronique a pour but affiché de favoriser la compréhension des menaces contemporaines, de renforcer l'engagement de la société civile et d'inspirer des actions politiques constructives. Le site comporte notamment un inventaire des efforts onusiens en la matière, une liste de liens vers des publications et des présentations « Powerpoint » sélectionnées ainsi qu'un « Cyberschoolbus » offrant aux enseignants des unités pédagogiques destinées aux élèves de 11 à 16 ans.

<http://disarmament.un.org/education-new/index.html>

“**Not a Wal-Mart but an import-export enterprise : Understanding the Nature of the AQ Khan Network**”, Bruno Tertrais, *Strategic Insights*, août 2007

Ecrivant pour la publication bimensuelle du *Center for Contemporary Conflict*, Bruno Tertrais (FRS) s'intéresse à la véritable nature du réseau Khan à travers l'étude historique du lien entre les exportations pakistanaises et les importations destinées à alimenter le programme nucléaire d'Islamabad.

Jugeant l'expression du « Wal-Mart » peu pertinente pour qualifier un phénomène qui s'apparente davantage à une entreprise d'import-export, B. Tertrais démontre que le réseau du plus grand proliférateur de l'Histoire était avant tout une filiale privatisée d'un réseau étatique faisant systématiquement appel à ses ambassades, et profitant tantôt de l'ignorance des cibles, tantôt de l'enthousiasme commercial des entreprises européennes sur un marché nucléaire dominé par les Etats-Unis.

Examinant la transformation d'une branche de l'entreprise en un réseau exportateur de plus en plus décentralisé, l'auteur souligne la complexité des activités pakistanaises relevant partiellement d'une politique étatique (Corée du nord) influencée par des militaires de haut rang (Iran), mais également de l'initiative personnelle d'un individu exploitant sa large autonomie (Libye, Irak) en plus de l'expérience acquise au cours des années 1970.

Ne jugeant guère surprenante la continuation du « shopping nucléaire » pakistanais après 2003, B. Tertrais estime également qu'un nouveau réseau proliférateur devrait forcément s'adosser à un programme national, limitant ainsi cette probabilité à l'Iran et la Corée du nord.

“**Countering Bio-threats: EU Instruments for Managing Biological Materials, Technology and Knowledge**”, Frida Kuhlau, *SIPRI Policy Paper* N° 19

Membre du *Chemical and Biological Warfare Project* jusqu'en janvier 2007, Frida Kuhlau est actuellement inscrite dans le programme doctoral de bioéthique de l'Université d'Uppsala. Complétant une analyse antérieure du SIPRI sur la dimension externe des instruments européens en matière de lutte contre la prolifération, la chercheuse suédoise publie une étude qui examine les mesures *internes* destinées à protéger les Européens contre des menaces sanitaires. Son enquête porte plus particulièrement sur le rôle du premier pilier dans l'élaboration des différents projets visant à renforcer la biosécurité.

Plaidant en faveur d'une meilleure coopération entre les secteurs sanitaires et sécuritaires, F. Kuhlau répertorie toutes les actions en termes de prévention, de protection, de préparation et de réponse initiées au niveau de la Communauté européenne. Examinant tantôt les instruments et structures mis en place dans le contexte du 6<sup>ème</sup> Programme-Cadre, tantôt l'apport potentiel des évolutions sous le 7<sup>ème</sup> PCRD, l'auteur conclut que les nombreuses activités ne sont pas suffisamment harmonisées et coordonnées afin de garantir un dispositif satisfaisant.

Jugeant les failles particulièrement apparentes en matière de prévention, F. Kuhlau estime que beaucoup reste à faire pour ce qui concerne la sensibilisation éthique de la recherche. Elle préconise une collaboration plus efficace entre les trois piliers de l'Union, là où la division verticale des compétences européennes s'avère particulièrement problématique pour l'élaboration de contre-mesures « intégrées ».

## RECHERCHE : DU COTE DES SEMINAIRES

### **Conférence Carnegie : les « top ten results »**

Ayant demandé aux participants de la conférence internationale de juin 2007 sur la non-prolifération (voir ONP N°18) de proposer des solutions aux nouveaux défis en matière de diffusion d'ADM, la Carnegie Endowment vient de publier un rapport intéressant sur la base des retours obtenus.

Présenté comme une synthèse des dix grands enseignements de l'interaction entre experts, le document commence par identifier comme défis majeurs: 1) la persistance des réseaux de prolifération, 2) les effets pervers d'un mécanisme multilatéral de fourniture du combustible, 3) les tensions accrues entre EDAN et ENDAN dans un contexte de renouveau de l'énergie nucléaire, marqué tant par la sélectivité d'une offre raréfiée que par l'entrée sur le marché de nouveaux fournisseurs (Inde, Chine) aux standards de sécurité douteux.

Devant cette perspective incertaine, les experts incitent notamment à 1) augmenter le coût de la *non-compliance*, 2) coordonner davantage les leviers financiers européens et américains, tout en 3) garantissant un meilleur partage des informations, encourageant particulièrement les entreprises productrices d'équipements sensibles à signaler systématiquement toute tentative d'acquisition suspecte à l'AIEA. En dernier lieu, le rapport comporte une liste d'idées dont la mise en œuvre rapide pourrait également faire une réelle différence. Il s'agit notamment 1) d'adopter une position ferme et unie à l'égard de l'Iran, 2) de développer des nouvelles initiatives américano-russes visant à réduire les risques d'une crise nucléaire accidentelle, 3) 4) de concentrer les efforts sur le désarmement et sur l'entrée en vigueur du TICE.

### **La prolifération balistique et le Code de Conduite de la Haye**

Le 30 mai dernier, l'Institut d'Etudes de Sécurité a consacré une conférence à la prolifération balistique, traitant en particulier du Code de Conduite de la Haye (HCoC). L'événement a rassemblé plus d'une centaine de diplomates et d'experts en la matière.

Unanimes sur l'importance d'un défi souvent trop négligé, les participants ont regretté le manque d'universalité d'un code de conduite non-contrainant. Certains intervenants ont estimé que le débat sur la défense antimissile passait à côté de l'enjeu véritable, les missiles de croisière continuant à ne faire l'objet d'aucune mesure de confiance. Rappelant la valeur normative et l'apport du HCoC en matière de transparence, les intervenants ont cependant abordé le problème d'image d'un instrument fragile, toujours perçu par les signataires potentiels comme signifiant l'abandon de leur droit à l'usage pacifique de la technologie spatiale.

Enfin, les experts ont discuté des priorités: meilleure mise en œuvre, extension du champ d'application (missiles sol-air, missiles de croisière) et universalisation, considérant cette dernière option comme le produit d'une efficacité améliorée susceptible de rallier des pays comme la Chine, l'Inde, l'Iran, Israël et le Pakistan.

### **« Kazakhstan's way to a nuclear weapon-free world »**

Le 29 août 2007, le ministère des affaires étrangères kazakh a organisé une conférence destinée à attirer l'attention sur l'attitude présentée comme exemplaire d'un État qui a renoncé volontairement aux armes nucléaires. Doté des deuxièmes réserves mondiales d'uranium, le pays se profile comme un acteur majeur du marché de l'énergie nucléaire. Le 14 août 2007, l'entreprise publique Kazatomprom a annoncé avoir racheté 10 % de Westinghouse Corporation, producteur américain de centrales nucléaires.

## AGENDA

### **CONFERENCES**

28/09 -01/10/2007 : *"Countering Chemical and Biological Weapons Proliferation"*, Wilton Park Conference, contact : Heather Ingrej, 44 (0)1903817764

10/10/2007 : *"Towards 2010 : Priorities for NPT Consensus"*, Nations unies, MPI Seminar, New York, contact : jwurst@gsinstitute.org

11/10/2007 : *"Security through a Nuclear Weapon-Free World"*, Panel Presentation, Nations unies, New York, contact : alyn@pnnd.org

12 -13/10/2007 : *"Securing Our Survival : Meeting the Threats of Nuclear Weapons and Global Warming"*, jsmysr@stanleyfoundation.org

### **EVENEMENTS**

4-13/10/2007 : *"International week of Protest to stop the Militarization of Space"*, <http://space4peace.org/actions/ksfpw07.htm>

15-18/10/2007 : *"Second International Symposium on Nuclear Power Plant Life Management"*, Shanghai, Chine, <http://www-pub.iaea.org/MTCD/Meetings/Announcements.asp?ConfID=155>

5-9/11/2007: Conférence annuelle de la CIAC

Après avoir, brillamment et avec talent, développé durant quatre ans le pilier « Non-prolifération, désarmement et ADM » du CESIM, Tiphaine de Champchesnel quitte le Centre pour un poste au sein de l'état-major des armées. Benjamin Hautecouverture, Chargé de recherche au CESIM, responsable du pilier « Sécurité globale, *arms control* et nouvelles menaces », lui succède dans la responsabilité de l'*Observatoire de la non prolifération*.

**Retrouvez en ligne tous les bulletins de l'Observatoire: [www.cesim.fr](http://www.cesim.fr)**

### **OBSERVATOIRE de la NON PROLIFERATION**

Bernard Sitt, directeur (chronique), Benjamin Hautecouverture, Chargé de recherche (conception / rédaction), Marjan Janssens, stagiaire (rédaction). Contact : [observatoire@cesim.fr](mailto:observatoire@cesim.fr)